

LEMAG

D'AIDE ET ACTION

Grand Angle

REPENSER L'ÉDUCATION APRÈS LA CRISE

 Aide et Action

L'Education change le monde

LA PHOTO DU MOMENT



© Christine Redmond / AEA

Alors qu'ils venaient tout juste de reprendre le chemin de l'école en octobre dernier, les enfants cambodgiens ont été confrontés à de nouvelles perturbations ! Les inondations dues à de fortes pluies dans le district de Dangkor, à Phnom Penh, ont déplacé des centaines de familles vivant dans la capitale et plusieurs salles de classe ont dû fermer. Aide et Action a apporté son soutien aux autorités et aux organisations locales en fournissant des kits d'urgence à 100 familles comprenant de la nourriture, des moustiquaires, des couvertures, des vêtements, des produits d'hygiène, des livres et des crayons de couleur pour les enfants.

“Selon les rapports du Cambodian *Humanitarian Response Forum*, au 26 octobre, environ **175 872 ménages** dans 14 provinces du Cambodge, dont Phnom Penh, auraient été touchés par des crues soudaines qui ont fait **38 morts et provoqué le déplacement de 14 299 familles**. Dans ces zones, les maisons, les infrastructures (routes, centres de santé) et les terres agricoles ont été inondées et 686 écoles ont été touchées.”

« L'éducation est en danger »



© AEA

Alors qu'en France et dans le monde, l'éducation qui apprend, éclaire, libère et œuvre pour un monde meilleur est devenue la cible privilégiée d'attaques extrémistes et obscurantistes; alors qu'en France et dans le monde, les conséquences de la pandémie de COVID-19 compromettent l'avenir d'une génération toute entière, il est plus que jamais urgent de rester mobilisés pour défendre et garantir le droit à une éducation de qualité pour toutes et tous. C'est, depuis 40 ans, la mission principale d'Aide et Action, pour qui l'éducation est la pierre fondatrice du développement humain dans un monde pacifié.

En tant qu'inspecteur honoraire de l'Éducation nationale, ce fut et ça reste ma conviction. Ancien vice-président d'Aide et Action France-Europe, nouveau trésorier de l'association internationale, j'ai aujourd'hui l'honneur et la charge de succéder à Gwenaelle Bouillé à la présidence d'Aide et Action France-Europe. Ensemble, nous avons de nombreux défis à relever afin d'assurer l'accès à une éducation de qualité pour toutes et tous et notamment pour les populations les plus vulnérables et marginalisées, particulièrement en cette période troublée.

En cette fin d'année 2020, il est essentiel de maintenir nos efforts afin que les progrès réalisés ces dernières années ne soient pas diminués, voire anéantis. Le danger est bien réel : 16 millions* d'enfants supplémentaires risquent de ne jamais retourner à l'école après cette crise. Nous ne pouvons l'accepter !

Solidairement,

Jean-Pierre Pichaut
Président d'Aide et Action France

* 16 millions d'enfants du pré-primaire au secondaire, qui viendront alors s'ajouter aux 258 millions de jeunes déjà privés d'éducation élémentaire et secondaire et aux 175 millions d'enfants privés d'école pré-primaire dans le monde. (Source : UNESCO).

Sommaire

PAGE 5

Actualité



À MADAGASCAR, NOUS SOUTENONS LES JEUNES MÈRES CÉLIBATAIRES

PAGE 7

Grand angle



REPENSER L'ÉDUCATION APRÈS LA CRISE

PAGE 14

Dans le monde



NOS PROJETS EN ACTION

PAGE 16

Opinions



CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET DURABLE : UNE CHIMÈRE ?

PAGE 19

Mobilisation citoyenne

PAGE 20

Agir avec nous

PAGE 22

Tribune

PAGE 23

Grand témoin

Aide et Action France est reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale - Magazine trimestriel publié par l'association Aide et Action. Avec ce numéro, une lettre d'accompagnement, un hors-série Legs pour certains abonnés et un calendrier. 53 bd de Charonne, 75545 Paris Cedex 11 01 55 25 70 00 / info@aide-et-action.org

Représentant de l'association France: Jean-Pierre Pichaut - Directeurs de la publication: Charles-Emmanuel Ballanger et Isabelle Mery - Rédaction en chef: Kristen Poels - Commission paritaire: 0723 G 83404 - Prix au numéro: 2€ - Abonnement de soutien: à partir de 16 € - ISSN: 1761-1024 - La rédaction remercie: Vanessa Martin, Papa Meissa Hanne, Vincent Reynaud-Lacroze et Naïade Plante - Dépôt légal: quatrième trimestre 2020 - Tirage: 38 000 exemplaires -

Imprimeur: SIB Imprimerie, Zone industrielle de la Liane, B.P. 343, 62205 Boulogne-sur-Mer Cedex - Création graphique et fabrication: tgraphite - Photographie de 1^{re} de couverture: © Christine Redmond.

Aide et Action, association pour le développement par l'éducation, est libre de toute attache religieuse et politique. Aide et Action France est une association reconnue d'utilité publique - Elle est habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation.

Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Aide et Action. En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.

CHS Alliance
Aide et Action est membre de CHS Alliance



Aide et action France est Reconnue d'Utilité Publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.



Agissez pour le recyclage des papiers avec Aide et Action et Citeo



« JUSQU'À PRÉSENT, 150 FAMILLES ONT CULTIVÉ DES VARIÉTÉS LOCALES DE TOMATES, DE CITROUILLE, DE GOMBO, DE HARICOTS, OU ENCORE DE PIMENTS DANS LEUR ARRIÈRE-COUR. INSPIRÉES PAR LES GROUPES D'ENTRAIDE, 1 497 FAMILLES SOUHAITENT, ELLES AUSSI, AVOIR LEURS PROPRES JARDINS POTAGERS. »

INDE

AIDE ET ACTION ENCOURAGE LES VILLAGEOIS À DEVENIR AUTONOMES POUR FAIRE FACE AUX DIFFICULTÉS

La suspension d'activité économique partielle ou totale, due à la crise de COVID-19, prive des millions de personnes de leurs sources de revenus. C'est le cas de Reena Paniwal et de son époux Sunil, en Inde. Pour les soutenir, Aide et Action les encourage, eux et d'autres villageois, à suivre cette initiative de développement et d'autonomisation.

À savoir

Le projet Sashakt Gram est une initiative d'autonomisation conjointe d'Aide et Action et de la Fondation Eicher. Celle-ci a activement promu et encadré des collectifs de femmes dans 14 villages indiens.

En 2019, Aide et Action, en partenariat avec la Fondation Eicher Group, a lancé le projet « Sashakt Gram » une initiative de développement et d'autonomisation auprès de 14 communautés du Madhya Pradesh, en Inde. Le projet promeut l'entraide et encourage les villageois à s'approprier le développement de leur communauté.

DEVENIR COUTURIÈRE POUR ÊTRE AUTONOME

Membre de l'un des groupes soutenus par Aide et Action, Reena Paniwal a pris contact avec l'équipe de « Sashakt Gram » et a exprimé sa volonté de contribuer à l'une des activités mises en place : la fabrication de masques réutilisables en tissu. La demande de masques ayant considérablement

augmenté au cours des derniers mois, il est devenu difficile de répondre aux besoins toujours croissants de la population. C'est pourquoi d'autres actions de ce genre sont en cours dans différents États du pays. Depuis, Reena a produit 8 000 masques et a été soutenue par une entreprise de confection qui l'a aidée à poursuivre son activité de couturière.

Impressionnée par son travail et son engagement, Aide et Action lui a octroyé une subvention pour l'aider à démarrer son atelier de couture. De plus, Reena peut compter sur l'aide de Sunil, son époux qui se charge de récupérer les tissus nécessaires à la fabrication des masques et parcourt les villages voisins pour les vendre.

SENSIBILISER À L'IMPORTANCE DE LA NUTRITION

En septembre, dans le cadre du mois national de la nutrition, les 14 communautés membres de l'initiative « Sashakt Gram », avec le soutien d'Aide et Action, ont commencé à cultiver et à développer des jardins potagers. Ce projet vise avant tout à sensibiliser la population à l'importance d'une alimentation et d'une nutrition variée, équilibrée et produite localement. Elle encourage l'autonomie des familles et communautés, notamment en cette période de crise sanitaire et économique.

Jusqu'à présent, 150 familles ont bénéficié du projet et possèdent leur jardin potager où elles cultivent des tomates, des potirons, des haricots, du gombo et du piment. Inspirées par le projet, près de 1 500 autres familles ont déjà manifesté leur intérêt et souhaitent, elles aussi, développer leur propre potager. 🌱

MADAGASCAR

NOUS SOUTENONS LES JEUNES MÈRES CÉLIBATAIRES

Grâce à un projet de formation et d'insertion socioprofessionnelle, Aide et Action accompagne les jeunes mères célibataires malgaches vers un avenir meilleur dans les quartiers urbains défavorisés d'Antananarivo, la capitale.



À savoir Littéralement, le terme « Sandrat'andro » signifie « la levée du jour ». Le sens dans ce projet voudrait donc signifier la percée ou l'épanouissement ou la promotion des jeunes mères dans une nouvelle vie, grâce à la formation et à l'insertion socioprofessionnelle et citoyenne.

Le projet **Sandatra**, développé par Aide et Action à Madagascar, a pour objectif de contribuer à l'insertion socioéconomique et citoyenne de 900 jeunes mères célibataires déscolarisées âgées de 15 à 29 ans des quartiers défavorisés de la capitale, Antananarivo. À terme, la situation des jeunes mères et de leurs enfants devrait en être nettement améliorée, tout comme l'image et la représentation de la femme dans la société malgache.

900 JEUNES MÈRES CÉLIBATAIRES DÉSCOLARISÉES ÂGÉES DE 15 À 29 ANS

Actuellement, la prise en charge de ces jeunes femmes est très insuffisante, alors même qu'elles constituent une part importante de cette catégorie d'âge. Ayant abandonné leurs études suite à l'arrivée d'un enfant, elles sont rejetées par la société et se retrouvent démunies sans soutien psychologique ou financier.

Dans la situation actuelle d'urgence sanitaire, due à la pandémie de COVID-19, leurs difficultés sont accentuées car il n'y a pratiquement plus de travail. Les jeunes mères se retrouvent alors encore plus exposées aux risques d'extrême pauvreté (malnutrition, maladies, insalubrité, etc.) et d'insécurité (viols, violences, racket, etc.)

RETROUVER CONFIANCE

L'idée du projet est donc de les former à un travail décent et durable qui leur permette, à elles et à leurs enfants, de vivre correctement, brisant ainsi le cercle de la pauvreté. La majorité d'entre elles a besoin de retrouver confiance, d'être accompagnée et outillée pour aller vers une insertion sociale, économique et citoyenne au sein de leur quartier.

Grâce à un « Laboratoire d'Innovations Sociales » (LABIS), un tiers lieu numérique installé au cœur des quartiers, une prise en charge holistique peut être effectuée. À travers un bilan initial permettant de les orienter vers des parcours individualisés, tournés vers l'insertion sociale, citoyenne et économique, et en se fondant sur les principes de l'éducation non-formelle, elles acquièrent, ainsi, toutes les clés pour accéder à un avenir meilleur. 🌱

ÉDUCATION INCLUSIVE

SREY THEAV, ATTEINTE DE TRISOMIE 21,
PEUT DÉSORMAIS ALLER À L'ÉCOLE

Grâce au soutien d'Aide et Action et à la solidarité de ses professeurs, Srey Theav, qui est atteinte de trisomie 21, peut désormais bénéficier d'une éducation adaptée et inclusive. Un combat qui était loin d'être gagné !

Au Cambodge, près de 57% des enfants en situation de handicap ne sont pas scolarisés, soit plus d'un enfant sur deux. En partenariat avec l'association Rabbit School, Aide et Action travaille à améliorer l'accès de ces enfants à une éducation de qualité en construisant, au sein même des écoles publiques, des salles de classes dédiées. Ils sont ainsi accueillis dans des conditions favorables pour découvrir l'école, s'acclimater et rattraper leur retard.

Srey Theav a 20 ans et elle a rejoint le projet il y a quatre ans seulement, faute de dispositif d'accueil adapté. Avant cela, son inscription à l'école publique avait été refusée parce que le directeur de l'école estimait ne pas avoir les ressources nécessaires, ni les professeurs formés pour l'accueillir et lui offrir un enseignement dédié.

MIEUX COMMUNIQUER
POUR MIEUX S'INTÉGRER

Depuis qu'elle a intégré cette classe spécialisée, la jeune fille a appris à lire et à écrire et elle a également développé sa capacité à mieux communiquer, à être plus sociable, à suivre les instructions, à être à effectuer des tâches simples à la maison. « Lorsque Srey Theav a commencé les cours ici, il était très difficile de la comprendre, témoigne Seiha, son professeur. Elle ne parvenait pas non plus à comprendre les autres. Mais désormais, ça a vraiment changé, elle communique efficacement. » Lors de la fermeture des écoles due à la pandémie de COVID-19, de mars à octobre dernier, Srey Theav a pu compter sur la solidarité de ses professeurs qui sont venus lui enseigner directement



© Christine Redmond/AEA

à la maison. Une solution qui s'est avérée nécessaire puisque la jeune fille ne disposait d'aucun outil d'apprentissage à distance - ni télévision ni smartphone - de plus, les émissions éducatives télévisées du gouvernement n'étaient pas adaptées à ses capacités.

UN ACCOMPAGNEMENT
ADAPTÉ ET RENFORCÉ

Pour sa mère **Thong Teuy**, 54 ans, la réouverture de l'école est un véritable soulagement. « C'est difficile de survivre dans cette situation parce que j'ai perdu mon emploi et que les prix du riz et de la nourriture ont augmenté et je devais nourrir ma fille chaque jour et m'occuper d'elle. Je suis heureuse qu'elle puisse retourner en classe et être accompagnée. »

Avant cela, Thong Teuy avait fait l'expérience de la discrimination lorsque les voisins ne voulaient pas échanger avec sa fille et que les enfants ne jouaient pas avec elle. Mais, désormais, la plupart des gens de la communauté la connaissent et l'acceptent. 🌱

À savoir Avant la crise, la mère de Srey Theav cumulait plusieurs emplois peu qualifiés tels que masseuse, ouvrière ou plongeuse en restauration. Avec tous ces emplois, elle ne gagnait que 5 \$ par jour.

Repenser l'éducation après la crise

Alors que l'année 2020 s'achève dans un contexte mondial particulièrement difficile, Aide et Action tient à rappeler l'importance de l'éducation, tant en termes de réponses à apporter à la crise qu'en termes de perspectives de reconstruction pour l'avenir. L'éducation est un enjeu majeur qui doit être priorisé, repensé et financé massivement afin que la scolarité et le devenir de toute une génération ne soient pas sacrifiés.

L'éducation, un enjeu crucial

Une solution pour l'avenir

Alors que les pays en développement connaissaient déjà une crise de l'apprentissage, la pandémie de COVID-19 a déclenché une véritable urgence éducative. Maintenir une éducation de qualité pour toutes et tous représente, plus que jamais, un défi considérable pour les différents systèmes éducatifs. En tant qu'association de développement qui, depuis 40 ans, assure l'accès à une éducation de qualité pour les populations les plus vulnérables et marginalisées, Aide et Action s'inquiète particulièrement de cette situation.

L'éducation représente aujourd'hui aussi bien un enjeu crucial qu'une solution. Et c'est bien sous ce double aspect qu'il convient de la repenser après la crise.

Un enjeu, tout d'abord, car elle est aujourd'hui en péril. Au plus fort de la pandémie, 1,6 milliard d'enfants et de jeunes ont été privés d'école et, aujourd'hui encore, les plus fragiles d'entre eux ne sont toujours pas retournés en classe. Suite à cette crise mondiale, 16 millions d'enfants risquent de ne jamais retourner à l'école. Ils viendront alors s'ajouter aux 258 millions de jeunes déjà privés d'éducation élémentaire et secondaire et aux 175 millions d'enfants privés d'école pré-primaire dans le monde. Ce danger risque d'anéantir tous les progrès réalisés ces dernières années en termes d'apprentissages, mais pas seulement.

UN DÉFI CONSIDÉRABLE

Les fermetures d'écoles n'impactent pas uniquement l'éducation. Elles entravent également la fourniture de services essentiels aux enfants et aux communautés, notamment l'accès à une alimentation équilibrée et la capacité pour les parents d'aller travailler sereinement. Cela a pour conséquence une hausse de la malnutrition et de la pauvreté dans le monde et donc un risque d'augmentation du travail des enfants au fur et à mesure que les familles se retrouvent privées de travail. Les populations vulnérables,

vont être les premières victimes de cette situation. Notamment les filles et les femmes. Les crises sanitaires précédentes l'ont malheureusement prouvé, ce sont toujours elles les plus durement impactées, avec des effets dévastateurs sur leurs droits et leur avenir. L'éloignement des établissements scolaires les prive souvent d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive ; l'importance de la pression économique subie par les familles favorise des comportements dangereux pouvant entraîner violences sexuelles et sexistes, travail informel et exploitation ; ou encore, le fait de rester enfermées et isolées à la maison les expose aux risques des mariages et des grossesses précoces. Le constat est sans appel : la crise exacerbe les inégalités et les disparités déjà existantes.

UNE GARANTIE D'AVENIR

Mais, au-delà d'être un enjeu crucial, l'éducation incarne aussi une solution. Elle est, en effet, le meilleur moyen de prévenir les conséquences dramatiques des différentes crises. L'éducation soigne. Elle aide les enfants et les jeunes à mieux comprendre la société dans laquelle ils vivent. Elle apprend la non-violence, le vivre ensemble et la tolérance. Elle forme l'esprit critique et les citoyens éclairés de demain. Et enfin, elle œuvre pour un monde meilleur, un monde de Paix. C'est donc bien en tant que facteur de changement et de progrès que l'on doit réfléchir et envisager l'éducation. 

(Source : UNESCO)



Nous étions déjà confrontés à une crise d'apprentissage avant la pandémie.

Nous sommes maintenant confrontés à une catastrophe générationnelle qui pourrait gaspiller un potentiel humain incalculable, saper des décennies de progrès et exacerber des inégalités bien ancrées. ”

António Guterres
Secrétaire général des Nations unies



16 MILLIONS

C'est le nombre d'enfants et de jeunes, du préprimaire au cycle secondaire, qui risquent de ne pas retourner à l'école en 2020. Ce chiffre atteint 24 millions si on ajoute les étudiants de l'enseignement supérieur, et parmi eux, on compte 11,2 millions de filles et de jeunes femmes.

148 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN

C'est le montant atteint par le déficit du financement de l'éducation début 2020 dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. Celui-ci pourrait désormais augmenter d'un tiers.

20 ANS

C'est la durée du retour en arrière constaté pour les gains réalisés en faveur de l'éducation des filles.

(Source : UNESCO)

L'éducation, un enjeu crucial

Faire mieux et faire plus

En chamboulant l'ordre mondial, la pandémie de COVID-19 a aussi eu l'avantage de rebattre les cartes et de mettre en avant les vraies priorités de notre époque, dont l'éducation fait partie. Les populations du monde entier ont fait preuve de solidarité pendant l'urgence et ont vu comment une coopération renforcée pouvait contribuer à construire un avenir meilleur. C'est ce sillon qu'il nous faut désormais creuser.

Nous l'avons vu, la pandémie de COVID-19 a fait subir aux systèmes éducatifs un choc sans précédent. Mais, après avoir vacillé, l'éducation peut se renforcer et se renouveler. C'est, en tout cas, la conviction d'Aide et Action : la crise doit être l'occasion de réinventer la manière dont le savoir et l'apprentissage peuvent façonner l'avenir de l'humanité et de la planète.

Suite aux difficultés rencontrées, mais aussi aux initiatives développées, nous souhaitons encourager les communautés et les autorités locales avec lesquelles nous travaillons depuis 40 ans à remettre l'éducation au cœur, à la base de tout. Mais pour que l'éducation se réalise en tant que droit humain fondamental - dont dépend l'exercice de tous les autres droits - elle doit d'abord être accessible à toutes et tous et de qualité.

FAIRE QUE LES INITIATIVES INNOVANTES SOIENT AUSSI ÉGALITAIRES

Au plus fort de la crise, 1,6 milliard d'élèves et d'étudiants dans plus de 190 pays ont été privés d'école, mais tous n'ont pas été privés d'éducation. Comme le rappelle l'UNESCO : « Nous avons vu naître des initiatives innovantes, qui ont permis la poursuite d'activités d'enseignement et de formation - à la radio, à la télévision ou sous la forme de kits pédagogiques pour la maison. Des formules d'enseignement à distance ont été élaborées grâce à l'intervention rapide des États et des partenaires du monde

entier déterminés à assurer la continuité pédagogique. » Cependant, les plus fragiles, ont encore une fois été pénalisés. Les enfants issus des minorités ethniques qui ne comprennent pas la langue d'enseignement nationale, les enfants en situation de handicap qui ont besoin d'un accompagnement spécifique, ou encore les enfants de familles défavorisées vivant sans aucun accès à Internet, n'ont pas pu bénéficier de ces initiatives. On estime que 40 % des pays les plus pauvres n'ont pas été en mesure d'aider leurs élèves à risque de décrochage scolaire pendant la crise sanitaire (UNESCO).

C'est pourquoi, la priorité est de repenser l'enseignement de demain en redéfinissant le droit à l'éducation pour y inclure la question de la **connectivité**. La fracture numérique est plus que jamais responsable d'inégalités éducatives, elles-mêmes reflets des inégalités sociales. Les ménages les plus défavorisés ayant peu accès aux équipements collectifs comme l'électricité, les infrastructures informatiques faisant défaut dans les zones reculées, et les élèves, parents et enseignants sachant peu manier les outils numériques, un fossé se creuse alors inéluctablement. Pour pallier cette situation, il existe différentes solutions dont certaines ont été soutenues par Aide et Action, telles que la distribution de postes de radios aux enfants isolés, le développement de programmes d'enseignement à distance en langue ethnique ou encore les visites d'enseignants à domicile pour les élèves en situation de handicap.

40%

des pays les plus pauvres n'ont pas été en mesure d'aider leurs élèves à risque de décrochage scolaire pendant la crise sanitaire et l'expérience montre que les inégalités éducatives et les inégalités de genre sont en général peu prises en compte dans les mesures de lutte contre les épidémies. (UNESCO).

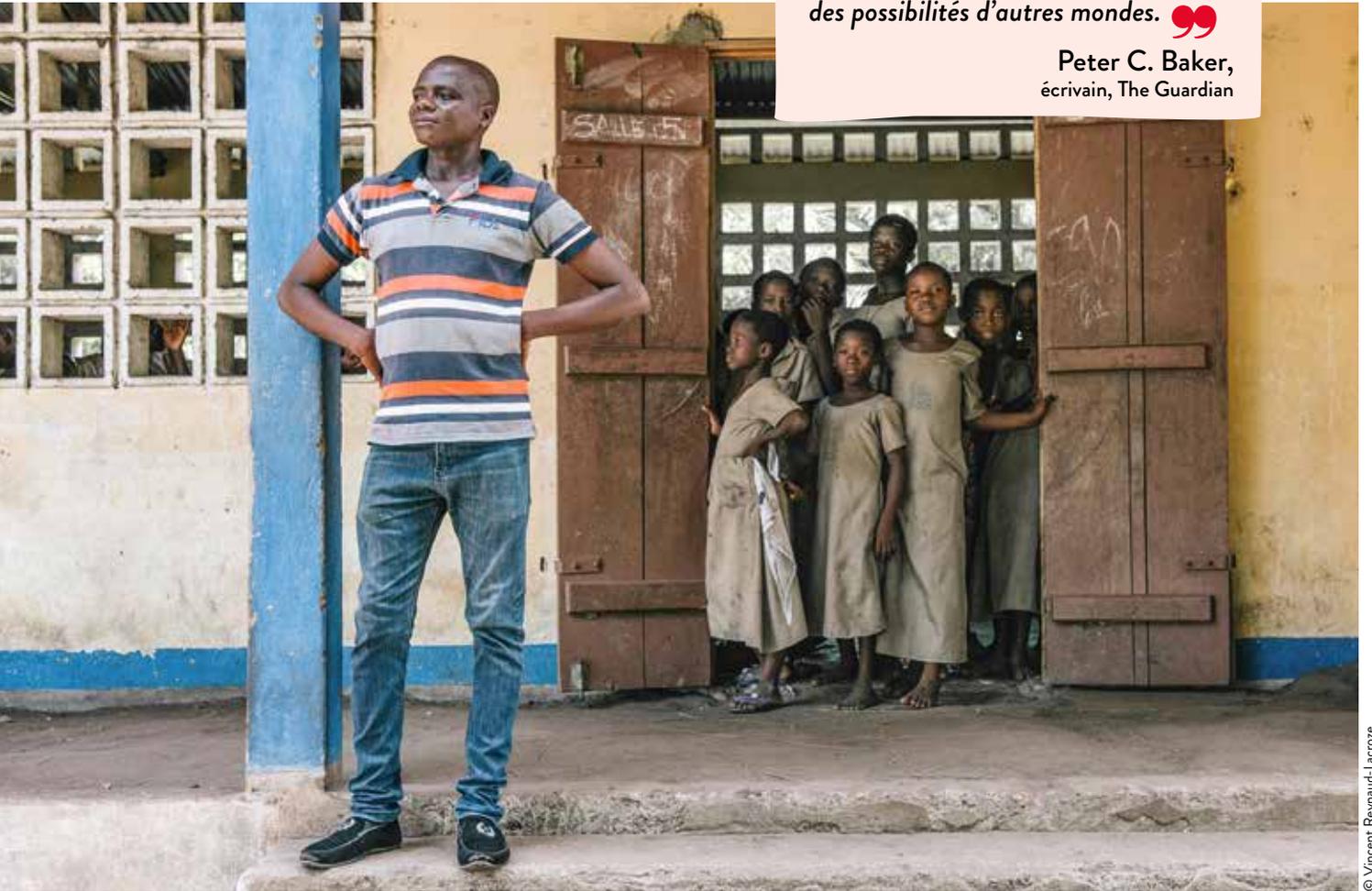
À savoir

Dans la moitié des 21 pays européens examinés, les élèves de CM1, issus des milieux socio-économiques défavorisés, avaient deux fois moins de chances d'avoir accès à Internet que leurs camarades plus favorisés. (UNESCO)



Les catastrophes et les situations d'urgence ne révèlent pas seulement le monde tel qu'il est. Elles déchirent aussi le tissu de la normalité. Au travers du trou béant, on entrevoit des possibilités d'autres mondes.

Peter C. Baker,
écrivain, The Guardian



© Vincent Reynaud-Lacroze

Et, plus largement, certains pays ont élaboré des outils et des ressources adaptés en faisant en sorte que les fonctions d'accessibilité soient améliorées (narrations audio, vidéos en langue des signes, textes simplifiés).

ACCOMPAGNER LES ENSEIGNANTS VERS DE NOUVELLES FORMES D'APPRENTISSAGES

Par ailleurs, la crise a également rappelé le rôle crucial des enseignants. Nombreux ont été ceux qui, dans l'urgence, ont dû gérer les activités d'enseignement à distance, souvent sans être guidés, ni formés et sans disposer des ressources suffisantes. **Les enseignants des zones marginalisées** étant, là aussi, particulièrement défavorisés. En Afrique subsaharienne, par exemple, seuls 64% des enseignants du primaire et 50% des enseignants du secondaire ont reçu une formation, même

minimale, laquelle souvent ne comprenait aucune instruction numérique. Pour faire face aux prochaines crises, il apparaît donc évident que la formation des enseignants doit être repensée de façon à les préparer à ces nouvelles formes d'enseignement alternatives. Depuis toujours, Aide et Action défend le statut d'enseignant et milite pour sa revalorisation. Des mesures et des moyens, urgents et essentiels, sont indispensables pour les aider dans leur mission et leur donner, enfin, les moyens de devenir les piliers d'un système éducatif inclusif et de qualité. L'enseignant est bien au cœur des processus de réussite éducative. Plus que jamais, en période de crise mondiale, sanitaire, économique et sociale, le rôle tant pédagogique que social de l'enseignant mérite d'être appuyé et mis en lumière car il redonne espoir aux jeunes générations. 

À savoir

Selon l'UNESCO, les enseignants chargés de faire classe en face-à-face aux enfants des travailleurs essentiels et aux enfants vulnérables ont vu leur santé physique mise en péril. À la crainte d'être exposé au virus s'ajoutait celle de perdre son salaire et d'autres prestations.

L'éducation, un enjeu crucial

L'éducation de demain



© PO Martin-Boban

Afin d'éviter que toute une génération d'apprenants ne soit sacrifiée, il faut répondre rapidement et de façon coordonnée aux nouveaux défis soulevés par la crise. Pour cela, la Coalition mondiale pour l'éducation, créée à l'initiative de l'UNESCO et composée d'organismes des Nations unies, d'organisations internationales, d'entités du secteur privé et de représentants de la société civile, a défini des recommandations générales pour « sauver l'éducation ».

1. ENRAYER LA TRANSMISSION DU VIRUS ET PRÉPARER MINUTIEUSEMENT LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES

Pour accélérer la réouverture des écoles et des établissements d'enseignement, la première chose à faire pour les pays est d'enrayer la transmission du virus et de contrôler

l'épidémie au niveau national et local. Une fois qu'ils y sont parvenus, face aux problèmes complexes que pose la réouverture, ils doivent se fixer les objectifs suivants : assurer la sécurité

de tous ; préparer une réouverture inclusive ; recueillir l'avis de toutes les personnes concernées ; assurer la coordination des principaux acteurs, dont les professionnels de la santé.

2. PROTÉGER LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION ET SE COORDONNER À DES FINS D'EFFICACITÉ

La pandémie a plongé le monde dans l'une des pires récessions de son histoire, dont les effets se feront sentir pendant longtemps sur l'économie et les finances publiques. Pour protéger le financement de l'éducation, les autorités nationales et la communauté internationale doivent : améliorer la mobi-

lisation des ressources nationales, préserver à titre prioritaire la part des budgets allouée à l'éducation et remédier aux inefficacités dans l'allocation des ressources ; renforcer la coordination internationale face à la crise de la dette ; protéger l'aide publique au développement (APD) destinée à l'éducation.

3. CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS RÉSILIENTS AU SERVICE D'UN DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE ET DURABLE

En renforçant la résilience de leurs systèmes éducatifs, les pays peuvent résoudre les difficultés que pose la réouverture en toute sécurité des écoles et seront mieux à même de faire face aux prochaines crises. Ils peuvent à cet égard envisager les mesures

suivantes : favoriser l'équité et l'inclusion ; renforcer les capacités de gestion des risques, à tous niveaux du système ; assurer une direction et une coordination fortes ; améliorer les mécanismes de consultation et de communication.

4. RÉINVENTER L'ÉDUCATION ET ACCÉLÉRER LES CHANGEMENTS À L'ŒUVRE DANS L'ENSEIGNEMENT ET L'APPRENTISSAGE

Les efforts considérables déployés en très peu de temps face au choc subi par les systèmes éducatifs nous montrent que des changements sont possibles. Nous devons saisir cette occasion pour trouver de nouveaux moyens de remédier à la crise éducative et s'intéresser aux solutions qui, hier encore, étaient jugées difficiles ou impossibles à être mises en œuvre. Dans cette perspective, il convient avant tout de se fixer les objectifs suivants : remettre les élèves à niveau et

prévenir le décrochage scolaire, en particulier au sein des groupes marginalisés ; développer les compétences propices à l'insertion professionnelle ; soutenir les enseignants et mieux les préparer à leur métier ; redéfinir le droit à l'éducation pour y inclure la question de la connectivité ; supprimer les obstacles à la connectivité ; renforcer les données et le suivi de l'apprentissage ; renforcer l'articulation et la fluidité entre les différents niveaux et types d'enseignement et de formation.

Les réponses éducatives à la COVID-19



© Christine Redmond / AEA

La Coalition Éducation, dont Aide et Action est membre, a lancé le projet « Les réponses éducatives à la COVID-19 portées sur l'inclusion et l'égalité de genre dans les pays du Sud » mené avec l'appui du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce travail a pour objectif d'identifier, diffuser et valoriser les initiatives efficaces des organisations de la société civile en matière d'éducation mises en œuvre dans le contexte de la COVID-19 et dans les pays du Sud. Un rapport de synthèse de ces travaux sera publié en mars 2021.

EN CONCLUSION, L'ÉDUCATION DE DEMAIN SERA ÉVOLUTIVE OU NE SERA PAS.

L'éducation est un bien commun mondial qui contribue à la bonne mise en œuvre des 17 Objectifs de Développement Durable. et qui est au fondement de sociétés pacifiques, justes, égales et inclusives. En ce sens, elle est une priorité absolue et doit être considérée comme telle. Car sans éducation, c'est l'avenir tout entier de nos sociétés qui est remis en question. Malheureusement, la crise de COVID-19 a profondément impacté ce domaine et a

mis en péril toutes les avancées réalisées ces dernières années. Pour limiter ces conséquences désastreuses et éviter que la situation ne se dégrade encore, il faut agir efficacement et durablement. Notre défi commun : faire en sorte que l'onde de choc provoquée par la pandémie se transforme en une dynamique positive qui permette de faire émerger une éducation plus inclusive, qualitative, coopérative et résiliente. En un mot, l'éducation de demain. 

FRANCE Favoriser la scolarisation des enfants vivant en habitat précaire

En Seine Saint-Denis (93), **Aide et Action** accompagne l'association **Aset 93/Askola** qui facilite l'accès des enfants vivant en habitat précaire à une scolarisation de qualité et ce grâce à un dispositif passerelle de médiation et d'accompagnement des familles et des écoles. La médiation

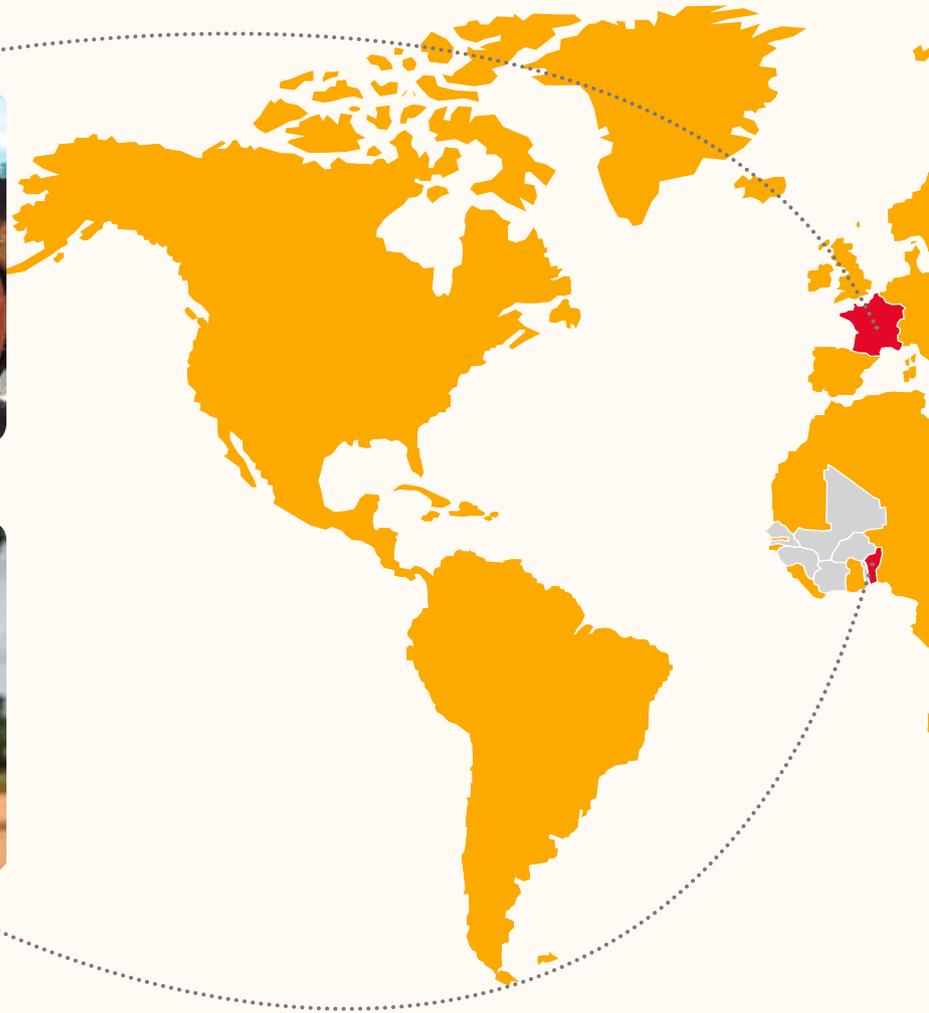
scolaire consiste à prendre en compte toutes les parties prenantes, et à analyser les différents facteurs conduisant à une rupture. Les médiateurs accompagnent les familles et l'institution scolaire pour assurer **la scolarité effective** et réussie des enfants.

À savoir Aujourd'hui, en France, plus de 100 000 enfants ne sont pas scolarisés sur le territoire. Il faut permettre leur inscription à l'école et faire respecter le droit à l'éducation! (Source : Collectif École pour Tous)

© Aset 93/Askola



© Vincent Reynaud-Lacroze



BÉNIN Soulager les familles des frais liés à la scolarité

En octobre dernier, **Aide et Action** lançait son initiative de **boutiques scolaires dans le département de l'Atlantique, au Bénin**. Celle-ci consiste à mettre à disposition des fournitures scolaires pour plus de 37 000 élèves dans le besoin scolarisés dans 80 écoles primaires. L'objectif est d'alléger

les familles des charges qui peuvent parfois être à l'origine d'**abandon scolaire**. Ces boutiques sont gérées par les structures communautaires de l'école et un kit minimum y est proposé à un prix allant de 29% à 36% du coût réel sur le marché.

À savoir Au Bénin, en dépit d'une croissance économique stable et robuste depuis 20 ans, la pauvreté reste répandue et s'explique par un faible niveau du taux de croissance par habitant (Source : Banque Mondiale).

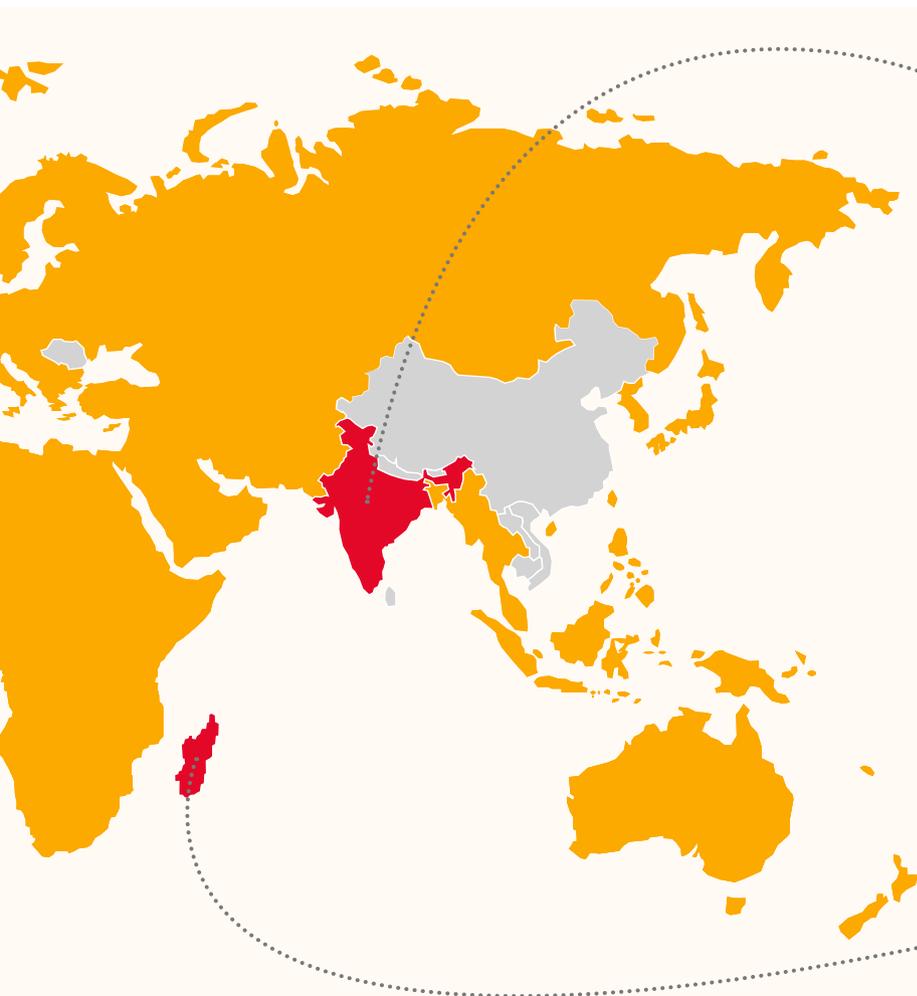
INDE

Accompagner les filles défavorisées et discriminées

À Chennai, Aide et Action soutient **les jeunes filles les plus discriminées** : en situation de handicap, issues de communautés musulmanes, filles de travailleuses du sexe... Elles sont ainsi accueillies dans des centres, après l'école, où deux enseignantes proposent un accompagnement

À savoir Les parents de ces jeunes filles n'ont pas d'emplois stables. Ils touchent une aide de l'État, à peine 2,70€ par jour et par adulte, ce qui ne leur permet pas de vivre dignement.

personnalisé à chaque élève notamment dans le but de leur faire faire leurs devoirs et de leur donner des cours d'approfondissement. **Le centre d'activités pédagogiques organise également un suivi médical des filles et fait régulièrement venir des professionnels de santé.**



© Sandrine Assouline / AEA



© Aide et Action

MADAGASCAR

Favoriser le développement de la petite enfance

Dans la région d'Analamanga, face au faible taux d'enseignement préscolaire, **Aide et Action a mis en place un projet de développement intégré de la petite enfance**. Notre association renforce les Centres d'Activités Préscolaire (CAP) et le développement des initiatives

communautaires ; propose d'expérimenter **une diversification de l'offre** ; appuie la création des espaces d'éveil et de stimulation du développement de l'enfant âgé de 0 à 4 ans ; et mobilise et sensibilise sur les enjeux de l'éducation de la petite enfance.

À savoir Malgré une amélioration ces dernières années, l'offre publique d'éducation préscolaire est quasi absente en milieu rural et l'implication des parents dans les activités d'éveil préscolaire est insuffisante.

Objectifs de Développement Durable

Construire un monde juste et durable : une chimère ?

Par Vanessa Martin, Responsable du Plaidoyer à Aide et Action.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD), adoptés par 193 chefs d'État pour construire un « autre » monde d'ici à 2030, ont fêté leurs 5 ans en 2020. Pas de quoi se réjouir pour autant : la crise de la COVID-19 a tellement exacerbé les fragilités et inégalités qui préexistaient que le monde risque, aujourd'hui, de régresser de manière inédite.

17 objectifs – parmi lesquels l'éradication de la pauvreté, de la faim, de la maladie, des inégalités de genre ou encore la scolarisation pour toutes et tous – étaient adoptés il y a 5 ans tout juste aux Nations unies, à New-York, par plus de 193 chefs d'État. Le but : construire un monde juste et durable d'ici à 2030 pour toutes et tous. L'anniversaire, célébré le 25 septembre 2020, n'a pourtant aucune raison d'être fêté en grande pompe.

5 ANS DÉJÀ ET PEU DE PROGRÈS

Déjà en 2019, le verdict était unanime. Des progrès étaient accomplis dans quelques domaines clés : la mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans avait été divisée par deux depuis 2000, la vaccination avait réduit de 80% les décès liés à la rougeole et une grande majorité de population avait désormais accès à l'électricité. Mais ces avancées s'étaient à un rythme bien trop lent pour parvenir à

« enrayer les souffrances humaines et créer des opportunités pour tous » d'ici à 2030. En dépit des efforts accomplis, la faim était toujours en augmentation dans le monde, plus de la moitié de la population était toujours privée de services de santé essentiels, et l'on estimait déjà que plus d'un demi-milliard de personnes serait toujours dans la pauvreté extrême en 2030. L'atteinte des ODD pour 2030 semblait donc déjà largement compromise.

2020, LE FAUX-DÉPART D'UNE DÉCENNIE D'ACTION

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si début 2020, soit dix ans pile avant l'accomplissement prévu

270 millions

C'est le nombre de personnes qui souffriront de la faim à un niveau critique d'ici la fin 2020, soit une augmentation de 82 % depuis 2019. Entre 6 et 12 000 personnes pourraient ainsi mourir de faim chaque jour du fait des impacts économiques et sociaux de la pandémie. (Source : ONU)

des ODD, Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations unies, avait fait de 2020 une année d'urgence et avait appelé à une décennie de l'action. Son objectif : faire comprendre l'urgence de la situation et obtenir une mobilisation générale, ainsi que le respect et la mise en œuvre rapide, par tous les États et par tous les citoyens, du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Mais en lançant cette Décennie d'action, Antonio Guterres n'avait pas anticipé les impacts multisectoriels



© Vincent Reynaud-Lacroze

gravissimes de la pandémie de COVID-19.

L'IMPACT DE LA COVID-19

En quelques mois à peine, la COVID-19 a en effet mis à mal quantités de progrès obtenus. Les secteurs de la santé ou de l'éducation en sont de parfaits exemples. Alors que les décès d'enfants âgés de moins de 5 ans avaient atteint un plus-bas historique à 5,2 millions en 2019 (contre 12,5 millions en 1990), les perturbations dans

les services de santé infantile et maternelle provoquées par la COVID-19 menacent aujourd'hui des millions de vies supplémentaires¹. En matière d'éducation, alors que le nombre d'enfants non scolarisés stagnait pour la première fois à 258 millions, les experts s'attendent aujourd'hui à ce que 24 millions d'apprenants supplémentaires, dont 11 millions de filles, ne reprennent jamais le chemin

SUITE >

1 - Nouvelles estimations sur la mortalité publiées par l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale



386 millions

C'est le nombre d'enfants dans le monde qui vivaient avec moins d'1,9 dollars par jour début 2020. Les conséquences économiques et sociales de la COVID-19 vont considérablement aggraver la situation alertent la Banque mondiale et l'UNICEF. Bien que les enfants constituent environ un tiers de la population mondiale, ils représentent la moitié des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.



SUITE >

de l'école suite au confinement et en raison de la hausse de la pauvreté.

ATTEINDRE LES ODD : VOLONTÉ POLITIQUE ET INVESTISSEMENTS MAJEURS

La crise ne s'est en effet pas contentée de bloquer la marche du progrès. Dans beaucoup de secteurs, elle a entraîné une marche arrière inédite. Les gains si difficilement obtenus au cours des deux dernières décennies sont sur le point de disparaître. Difficile de rester optimiste et pourtant, force est de constater que la pandémie de COVID-19 pourrait bien avoir eu l'effet de semonce tant attendu. Face à la crise, à l'urgence, à la détresse, de nombreux chefs d'État ont compris plus que jamais l'impérieuse nécessité de construire un monde plus juste et surtout plus résilient face aux crises, qui risquent de se multiplier. Reste à espérer que les chefs d'État ne perdront pas trop vite la mémoire et travailleront de concert pour garantir à toutes et tous l'accès aux services de base essentiels. Plus question cette fois de mégotter sur l'aide au développement, les pays donateurs devront enfin tenir leurs promesses d'allouer 0,7% du PIB à l'aide au développement et ne devront plus privilégier certains secteurs au détriment d'autres. La France en tête. 🍀



relative aux droits de l'enfant

Une année de plus sans garantie pour les Droits de l'Enfant !

Un Observatoire, réalisé par le collectif « De la Convention aux Actes ! » et publié le 20 novembre dernier, revient sur les avancées, stagnations et reculs récents des Droits de l'Enfant en France et à l'International.

Avec la publication d'une stratégie nationale sur la prévention et la protection de l'enfance ou encore la parution d'un décret simplifiant l'inscription scolaire pour les enfants vivant en habitats précaires, les bonnes nouvelles en matière des Droits de l'Enfant sont plutôt maigres cette année en France. À l'international, la situation s'est nettement dégradée principalement du fait de la pandémie de COVID 19, avec une augmentation du nombre d'enfants pauvres, une multiplication du nombre de décès des enfants âgés de moins de 5 ans, et une hausse du nombre d'enfants déscolarisés... insiste le livret « Une année de plus sans garantie pour les Droits de l'Enfant ».

Cet Observatoire, qui revient sur les avancées, stagnations et reculs récents des Droits de l'Enfant en

France et à l'International, a été publié le 20 novembre 2020, date anniversaire de l'adoption de la Convention des Droits de l'Enfant par les Nations unies, par la Dynamique « De la Convention aux Actes ! », un groupement de près de 40 associations spécialisées dans la défense des Droits de l'Enfant en France et à l'International, parmi lesquelles Aide et Action. Le 20 novembre 2019, la Dynamique « De la Convention aux Actes ! » avait déjà publié 12 actes politiques forts, déclinés en 69 propositions concrètes, qu'elle avait ensuite remis à de nombreuses personnalités politiques en vue d'une mise en œuvre effective des Droits de l'Enfant. 🍀

En savoir plus :

<https://www.delaconventionauxactes.org/> ➡



Annuaire des équipes bénévoles locales

AIDE ET ACTION A PARTICIPÉ AUX CHAMPIONS DE L'ÉDUCATION



Organisé par la Coalition Éducation, le 17 novembre dernier, l'événement *Les Champions de l'Éducation*, portait cette année sur le thème «Éducation et Droits de l'Enfant». La rencontre, organisée en collaboration avec le Groupe Enfance (dont Aide et Action est membre), a été l'occasion de valoriser et d'encourager le partage d'expériences sur la prise en compte des droits de l'enfant et de l'approche basée sur les droits de l'enfant dans les programmes d'éducation.

POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES DROITS DE L'ENFANT

Le Groupe Enfance y a présenté sa check-list «Droits de l'Enfant», un outil permettant d'accompagner les professionnels de la solidarité internationale vers une meilleure prise en compte de l'approche basée sur les droits de l'enfant tout au long du cycle de projet. Lors de cette journée, Charles-Emmanuel Ballanger, Directeur Général d'Aide et Action, a présenté un programme de terrain, à savoir le projet «Créer un environnement sain, inclusif et pédagogique pour les enfants de travailleurs migrants en Inde».

LE FESTIVAL DES SOLIDARITÉS 2020, UNE ÉDITION DIGITALE

Lancé il y a plus de 20 ans, le Festival des Solidarités est un rendez-vous international pour promouvoir et célébrer une solidarité ouverte au monde et aux autres. Via son réseau de bénévoles, Aide et Action y participe, chaque année, sur tout le territoire. Malheureusement, cette édition qui s'est déroulée du vendredi 13 au dimanche 29 novembre, a dû s'adapter au contexte de crise sanitaire. La majorité des animations organisées par les associations, collectivités, établissements scolaires ou structures socio-culturelles ont dû soit être annulées, soit se tenir virtuellement.



Véritables ambassadeurs d'Aide et Action et de la cause de l'éducation, nos bénévoles organisent chaque année une diversité d'événements et d'actions. Rejoindre une équipe déjà constituée ou en créer une nouvelle constituent un moyen d'agir localement, tout au long de l'année. Pour cela, contactez action.benevole@aide-et-action.org ou au 01 55 25 70 20. Ou contactez directement l'équipe locale qui vous intéresse en mettant en copie de vos mails l'adresse action.benevole@aide-et-action.org.

Alpes-Maritimes (06) à Antibes, coordinateur : Youssef LOTFI, contact : benevole06.antibes@aideetactionfrance.org

Ardennes (08) à Charleville-Mézières - Nouvelle équipe ! Coordinateur : Pascale MENETRIER, contact : benevole08.charlevillemezieres@aideetactionfrance.org

Bouches-du-Rhône (13), coordinateur : Didier LAHAYE, contact : benevole13.marseille@aideetactionfrance.org

Charente-Maritime (14) à La Rochette et à Châtelailon-Plage, coordinateurs : Dominique REMY, contact : benevole17.larochelle@aideetactionfrance.org, Martine DUPERE, contact : benevole17.chatellailonplage@aideetactionfrance.org

Côte-d'Or (21) à Dijon, coordinatrice : Chantal SIGNARD, contact : benevole21.dijon@aideetactionfrance.org

Côtes-d'Armor (22) à Lannion, coordinatrice : Marie-Bernadette SIMON, contact : benevole22.lannion@aideetactionfrance.org

Indre-et-Loire (37) à Tours, coordinatrice : Marie-Agnès CHEMLA, contact : machemla@free.fr

Isère (38) à Sassenage, Voiron, Grenoble et le Grésivaudan, coordinatrices : Suzanne KRAKOWIAK et Céline BERNARD, contact : Aide et Action en Isère aideetactionfrance.org / Visiter le site web

Maine et Loire (49) à Chemillé, coordinateurs : Denise PELE et Louis-Marie LOISEAU, contact : benevole49.chemille@aideetactionfrance.org

Rhône-Alpes (69) à Lyon, coordinateur : Marc CHAUX, contact : benevole69.lyon@aideetactionfrance.org

Pays de la Loire (72) au Mans, coordinateur : Pierre-Marie DELAROCHE, contact : benevole72.lemans@aideetactionfrance.org

Ile-de-France (75) à Paris et Théâtre Forum, coordinatrice : Cynthia CHARTON, contact : benevole75.paris@aideetactionfrance.org

Coordinatrices Graines d'Action - troupe de comédiens bénévoles : Flavie ALAUX et Roselyne ALLEN, contact : theatreforum@aideetactionfrance.org

Yvelines (78) à Coignières, coordinateur : Jean-Marc BEDOUELLE, contact : benevole78.coignieres@aideetactionfrance.org

Poitou-Charente (79) à Niort, coordinateurs : Roselyne MATHIEU et Pascale CHAIGNE, contact : benevole79.niort@aideetactionfrance.org

Hauts-de-Seine (92) à Châtenay-Malabry, Antony - Bourg-la-Reine - Châtillon - Clamart - Fontenay aux Roses - Fresnes - Le Plessis Robinson - Montrouge - Sceaux - Verrières le Buisson, Coordinatrice : Marie-Christine MARTINERIE, contact : benevole92.chatenaymalabry@aideetactionfrance.org

REJOIGNEZ LE MOUVEMENT

Agissez pour l'éducation des femmes, maintenant !

EDUCATION
FOR **WOMEN**
NOW BY AIDE ET ACTION

« Education for Women Now* » est un mouvement mondial de philanthropes, de fondations et d'entreprises qui s'efforcent de garantir l'accès des filles et des femmes à une éducation de qualité et de supprimer les obstacles liés aux inégalités de genre.

Notre campagne « Education For Women Now* » est sur le point de démarrer ! Mme Denise Epoté, directrice de TV5 Monde Afrique et présidente de la campagne, et Mme Aïcha Bah Diallo, ex-ministre de l'éducation de Guinée et présidente internationale d'Aide et Action, procéderont, début 2021, à son lancement officiel. Sous forme d'un événement 100 % digital et en direct, celui-ci sera conçu comme une véritable émission de télévision de 90 minutes, avec des tables rondes et des invités de qualité, ainsi que des reportages terrain et des interviews de leaders d'opinion soutenant la campagne.

Cette campagne de récolte de dons de haut niveau permettra à Aide et Action de donner accès à une éducation de qualité à plus de 3 millions de filles et de femmes en Afrique, en Asie et en Europe, d'ici à 2025, à travers 10 programmes majeurs. Un enjeu pour le développement durable, plus que jamais d'actualité !

Avec la COVID-19, plus de 11 millions de filles pourraient ne jamais retourner à l'école. Elles rejoindraient alors les 130 millions qui n'étaient déjà pas scolarisées avant la crise (Source : UNESCO). Alors qu'aujourd'hui de nombreuses études montrent que les femmes contribuent plus largement que les hommes au développement de nos sociétés, 2 fois plus de filles que de garçons n'ont toujours pas accès à l'école primaire dans les pays en développement. L'accès à une éducation de qualité est un objectif du développement durable à atteindre d'ici à

2030. Nous ne pouvons laisser sur le bord du chemin les millions de filles et de femmes qui en sont encore privées.

FAIRE BOUGER LES LIGNES

Aujourd'hui, sur 773 millions d'adultes analphabètes dans le monde, 63 % sont des femmes (Source : Institut statistique de l'UNESCO). On ne peut plus laisser sur le bord du chemin plus de la moitié de l'humanité ! « Education For Women Now » va faire bouger les lignes en créant une dynamique forte et financée par de grands philanthropes, des fondations et des grandes entreprises. Ainsi, nous donnerons aux filles et aux femmes le pouvoir d'apprendre, d'agir pour leurs droits, et la dignité et, enfin, sans plus attendre, d'être les actrices d'un monde durable et en paix. 🍀

Pour en savoir plus, rdv sur notre site de campagne : www.efwn.org

* L'Éducation pour les femmes, c'est maintenant

DES CHIFFRES PARLANTS

Une année supplémentaire d'école primaire pour les filles peut augmenter leur salaire d'adulte de **10 à 20 %**, et une année supplémentaire dans l'enseignement secondaire augmente les salaires de **15 à 25 %** (UNICEF).

Si toutes les filles terminaient l'enseignement secondaire dans les pays à revenu faible et moyen inférieur, **la mortalité des enfants de moins de cinq ans pourrait être réduite de 50 %** (UNESCO).

“

Nelson Mandela en parlait comme de l'arme la plus puissante. L'éducation est une arme de construction massive. Mettons-là dans les mains des filles et des femmes parce que ce sont elles qui changeront le monde.”

Denise Epoté,
Directrice de TV5 Monde Afrique
et présidente de la campagne
« Education For Women Now ».



© Christophe Lantige / CL2P / TV5MONDE



© Vincent Reynaud-Lacroze



Sans école, l'avenir de millions d'enfants est en danger !

Cette fin d'année ne sera pas synonyme de fête pour tout le monde.

Cette fin d'année ne sera pas synonyme de fête pour tout le monde. La crise du Coronavirus impacte chacun d'entre nous, mais elle est plus dramatique encore pour les populations les plus fragiles. Celle-ci risque, en effet, de priver d'éducation près de 16 millions d'enfants supplémentaires ! Les conséquences sur leur avenir seront dévastatrices si nous n'agissons pas maintenant.

Face à ce chiffre alarmant, qui met en péril toutes les avancées réalisées en matière d'éducation ces dernières années avec votre soutien,

Aide et Action lance une mobilisation d'urgence.

Grâce à votre soutien, les équipes d'Aide et Action pensent l'éducation de demain en partenariat avec les populations pour faire en sorte qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte, malgré le contexte actuel. En cette période de solidarité, on ne peut ignorer l'urgence de la situation.

Pour en savoir plus sur cette crise éducative : www.sansecole.aide-et-action.org

VOTRE DON EST DÉDUCTIBLE DE VOS IMPÔTS

Si vous faites un don avant le 31 décembre 2020, **66% de son montant sera déduit de vos impôts 2021** dans la limite de 20% de votre revenu imposable.



CE SONT BIEN 150 € QUI SERONT REVERSÉS À AIDE ET ACTION !

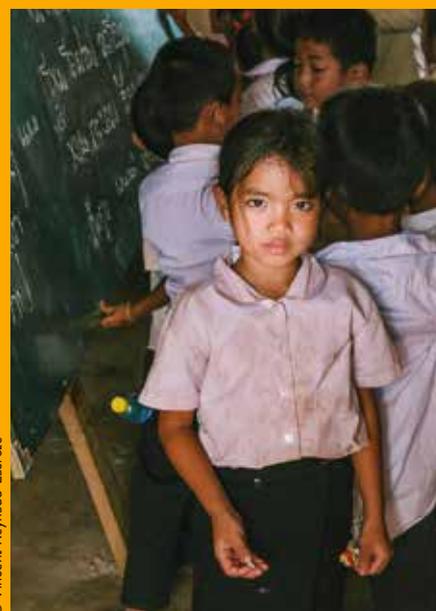
PARTICIPEZ À NOTRE MOBILISATION D'URGENCE POUR DÉFENDRE L'ÉDUCATION !

Pour agir à nos côtés et protéger la jeune génération des multiples dangers auxquels elle est confrontée, vous pouvez faire un don à notre association sur le site sécurisé <https://soutenir.aide-et-action.org/sansecole/> ou en nous retournant le bulletin de soutien présent dans la lettre jointe au magazine, accompagné de votre chèque.

CONTINUEZ À AGIR EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION POUR TOUS

AVEC 150 €, vous financez la prise en charge pédagogique d'un enfant de travailleur migrant afin qu'il aille à l'école au lieu de travailler*

*Exemple donné à titre indicatif. Aide et Action mutualise les dons et les répartit en fonction des besoins et priorités sur le terrain.



© Vincent Reynaud-Lacroze

PLUS D'INFORMATIONS

www.france.aide-et-action.org

Tél. : 01 55 25 70 00

ATTENTATS : L'ÉDUCATION EST UNE URGENCE, LA DÉFENDRE NOUS CONCERNE TOUS !

Le 16 octobre dernier, Samuel Paty, enseignant, était violemment assassiné à Conflans-Sainte-Honorine.

La condamnation et l'indignation, nationales comme internationales, consécutives à cet acte odieux sont à la hauteur du choc provoqué par ce nouvel attentat meurtrier.

La Coalition Éducation, dont Aide et Action fait partie, rappelle que les violences perpétrées à l'encontre du monde éducatif constituent aujourd'hui une (triste) réalité, chronique et récurrente, dans nombre de pays.

La Coalition Éducation appelle la France à intensifier les efforts internationaux en faveur de l'éducation – levier du développement humain et de la lutte contre toutes formes d'extrémisme, de terrorisme et d'obscurantisme – et à inscrire fermement la protection de l'éducation dans l'agenda humanitaire et de développement. « *Plus que jamais l'Éducation est une urgence, la défendre nous concerne tous !* » Samuel Paty a été assassiné parce qu'il était enseignant. En France, comme dans bien d'autres pays, l'Éducation est aujourd'hui la cible d'attaques chroniques et récurrentes de la part de mouvances extrémistes, terroristes, communautaristes et obscurantistes. Pour quelles raisons ? Parce que l'Éducation aide les enfants et les jeunes à mieux comprendre la société dans laquelle ils vivent pour mieux y évoluer et trouver leur place, maintenant et à l'avenir ; parce qu'elle apprend la non-violence, le vivre ensemble et la tolérance ; parce qu'elle ouvre des horizons et lutte contre l'ignorance ; parce qu'elle donne

conscience de ses droits, forme l'esprit critique et les citoyen.ne.s éclairé.e.s de demain ; parce qu'elle œuvre pour un monde meilleur, un monde de Paix.

Exactions, meurtres, enlèvements, pillages, destructions, menaces... Au Pakistan, en Afghanistan, au Kenya, au Nigeria, au Burkina Faso... Dans les pays en crise et/ou fragiles, l'Éducation est régulièrement visée par des attaques extrêmement violentes. Rien qu'entre janvier et juillet 2020, 90 incidents ont été signalés contre l'Éducation dans la zone du Sahel central ; dont plus de 40 au Burkina Faso, où le plus grand nombre d'exactions a été perpétré, récemment, à l'encontre du monde éducatif. Tous les jours, des enseignant.e.s et des élèves sont victimes de menaces et d'enlèvement sur le chemin ou sur leur lieu d'enseignement. Des écoles sont incendiées, pillées et utilisées à

des fins militaires. L'insécurité et la violence constituent aujourd'hui des entraves majeures à l'accès et au droit à l'Éducation pour tou.te.s dans le monde – près d'un cinquième de la population enfantine mondiale vit dans une zone de conflit – et plus particulièrement pour les plus vulnérables et marginalisés, notamment les filles.

« *Depuis 40 ans, nous l'affirmons : seul l'accès à une Éducation de qualité et notamment l'Éducation à la Paix, à la non-violence, à la citoyenneté mondiale etc., favorisant la plus grande mixité sociale et culturelle possible, permettra de lutter contre tous les communautarismes et la montée globale des extrémismes et de la violence* » affirme Charles-Emmanuel Ballanger, Directeur Général d'Aide et Action, membre du Comité de Pilotage de la Coalition Éducation. 🌱

En savoir plus :

<http://www.coalition-education.fr>



PAPA MEISSA HANNE

Pédagogue, défenseur d'une éducation coopérative

Directeur de l'école Célestin-Freinet, à Dagana, au Sénégal, avec laquelle Aide et Action travaille depuis longtemps, Papa Meissa Hanne est aussi président de l'Association Sénégalaise de l'École Moderne. En tant que professionnel de l'éducation, il s'interroge sur les changements qui s'opèrent au sein de notre société et nous explique en quoi l'éducation est un moyen privilégié de s'adapter et de progresser.

En tant que directeur d'école, quel est votre point de vue sur l'éducation ?

L'éducation devrait être une priorité pour toutes les communautés, elle est primordiale et indispensable pour tout être humain. Tous les enfants ont droit à une éducation de qualité, c'est-à-dire, celle qui favorise leur épanouissement, l'acquisition de connaissances et de compétences qui leur permettent de s'insérer et de contribuer au développement du milieu dont ils sont issus.

L'Afrique, et le Sénégal en particulier, cherchent depuis quelques années à atteindre la scolarisation universelle. Le chemin à parcourir est encore long et difficile car une politique de massification nécessite des salles de classes et des écoles en nombre suffisant, un équipement de qualité, un programme scolaire adapté aux besoins des bénéficiaires et surtout la modernisation de la pédagogie sur laquelle l'Association Sénégalaise de l'École Moderne (ASEM) travaille depuis plus de trois décennies. Tout ceci n'est possible que dans une démarche de coopération et la solidarité.

Quels sont les principaux enjeux éducatifs actuels selon vous ?

Le monde évolue très vite et tout doit suivre, surtout l'éducation. C'est par



© Droits réservés

l'éducation qu'on peut changer efficacement et de manière durable les comportements. On vit des contradictions et des crises de valeurs. La culture de la paix sans le respect de l'autre est une perte de temps et de moyens. Dans une communauté organisée, où vivent des citoyens solidaires et responsables la diversité culturelle est une richesse et non une source de divergence. L'école doit changer. L'éducation coopérative est parmi les meilleures solutions dont on a besoin à l'heure actuelle pour vaincre nos fléaux : c'est par une résilience coopérative que l'on pourra faire face à toutes ces perturbations environnementales, sociales et économiques.



C'EST PAR L'ÉDUCATION QU'ON PEUT CHANGER EFFICACEMENT ET DE MANIÈRE DURABLE LES COMPORTEMENTS.



Quel est l'impact de la crise de COVID-19 au sein de votre école en particulier ?

L'organisation coopérative de nos classes et écoles a fortement contribué à la participation des enfants au développement de leurs localités. Les enfants vivent au quotidien leur citoyenneté : ils sont actifs, et adoptent des comportements responsables. L'implication de tous aux prises de décisions et à leur exécution a permis une bonne maîtrise de la situation et ceci n'est possible que par ce qu'on agit ensemble en tant qu'acteurs collectivement responsables.

Quel est votre regard sur le travail d'Aide et Action ?

Les projets éducatifs développés entre notre école et Aide et Action sont tous d'actualité et aussi bien intégrés à notre système éducatif. Cette association a toujours prôné une éducation pour toutes et tous et de qualité. Elle a permis à des milliers de jeunes, aujourd'hui, de se sentir citoyens du monde à part entière grâce aux opportunités qui leur sont offertes, notamment le fait d'aller à l'école. 🌱



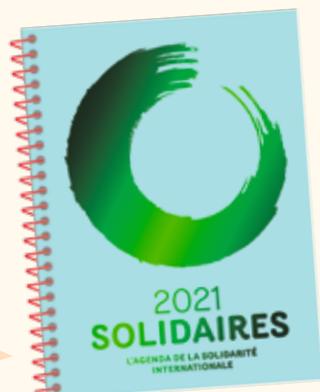
L'Education change le monde

Pour les fêtes de fin d'année

PENSEZ AUX CADEAUX SOLIDAIRES

AGENDA
SOLIDAIRE
2021

Format 13 x 16 cm



CARTES
DE VŒUX

Format 14x14 cm



THERMOS
AIDE ET ACTION

Acier inoxydable
à double paroi. Hauteur
23 cm. Capacité 500ml.



ECOCUP
AIDE ET ACTION

100 % française
garanti sans BPA.
Gobelet 33cl.



Davantage de produits à découvrir sur :
<https://boutique.aide-et-action.org/>